acquise que par un âge plus avancé (16). Mais Legier écrivit le 25 frimaire (16 décembre) à Pérès et à Portiez que Willmar avait voulu simplement donner un bon exemple à ses concitoyens, en se contentant d'une fonction inférieure et peu lucrative. Le nouveau président du tribunal criminel continua toutefois ses fonctions de substitut du commissaire près l'administration centrale du Département des Forêts; la dernière lettre qu'il écrivit à ce titre est datée du 5 frimaire an 4 (25 novembre 1796).

Comme président du tribunal criminel, il dut s'occuper aussi de la tâche difficile mais urgente de l'administration de la justice. Le 20 vendémiaire an 4 (12 octobre 1795), il chargea Feyder, juge du tribunal civil et président du tribunal de police correctionnelle et du jury d'accusation, d'ouvrir immédiatement les séances. « Permettez même que je vous observe, que l'humanité auroit dû vous engager à les commencer plutôt, pour ne plus laisser languir en détention et dans l'incertitude de leur sort, des citoyens, qui depuis longtemps aspirent après une sentence qui ne peut émaner que de votre tribunal. » Il résulte d'une autre lettre de Willmar à la municipalité de Luxembourg que les compétences de la justice civile et criminelle étaient alors mal délimitées.

En vendémiaire, Willmar dut s'occuper d'une grande réquisition de bûcherons et de voituriers pour faire des coupes dans le Grünewald en vue de l'approvisionnement de la forteresse en bois de chauffage (17). Les villages en question étaient Heffingen, Fischbach, Lintgen, Ansembourg, Heisdorf, Hollenfels, Rollingen, Steinsel, Junglinster, Kopstal, Reuland, Mersch, Beschbach, Lorentzweiler, Godbrange, Ober- et Niederaanven, Moutfort, Bettange, Hostert, Rammeldange, Weiler-la-Tour et Aspelt. Le 21 vendémiaire, Willmar écrivit cette lettre au général Friant, commandant de la forteresse :

Citoyen Général,

Toujours la voix publique s'est élevée contre les menées des entrepreneurs et fournisseurs des armées. Citoyen général, je ne me suis jamais permis de juger du mérite de ces réclamations, et je désirerais pouvoir me borner encore à plaindre à cet égard comme sous plusieurs autres rapports le sort des gouvernements et sur tout celui des gouvernés. Cependant la dénonciation que la Municipalité de Neufchâteau a faite à l'administration contre les fournisseurs de la République et qui est ci-jointe en copie ne me permet pas de rester plus long tems dans cet état passif. Je dois citoyen général, vous informer à mon tour du fait, qui en est l'objet et qui interesse singulierement le service. J'y ajouterai que, si mon ministère peut vous être de quelque utilité dans cette rencontre, je suis, comme dans toutes les occasions possibles à votre entière disposition.

Salut et Fraternité.

(16) Ibidem, p. 178.

(17) Ibidem, pp. 216-218.